



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

6 textes

SOMMAIRE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° HC/SGAP 46 du 5 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° HC/SGAP 29 du 28 mars 2025 relatif à la composition de la commission de sélection du recrutement de policiers adjoints pour la Polynésie française 1re session de l'année 2025
2. Arrêté n° HC 417 DMME/BRHT/mb du 30 avril 2025 relatif à la grille des salaires des agents non fonctionnaires de l'administration de l'État en Polynésie française

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

3. Arrêté n° 628 CM du 7 mai 2025 portant approbation du plan d'exploitation forestière de la commune de Hiva Oa, archipel des Marquises

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

4. Arrêté n° 3693 MFL du 6 mai 2025 portant transfert de gestion de diverses parcelles, sises à Tubuai, communes associées de Mataura, Mahu et Taahuaia, au profit de la direction de l'agriculture et abrogeant les décisions n° 6190 DOM du 31 décembre 1975, n° 1211 DOM du 20 février 1981 et l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

5. Arrêté du 1er avril 2025 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'organisation des épreuves nationales donnant accès au troisième cycle des études de médecine
6. Arrêté du 3 avril 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'une première session des concours de recrutement des greffiers des services judiciaires (concours externe, concours interne et troisième concours - épreuves écrites en septembre et octobre 2025)



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/6, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC/SGAP 46 du 5 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° HC/SGAP 29 du 28 mars 2025 relatif à la composition de la commission de sélection du recrutement de policiers adjoints pour la Polynésie française 1re session de l'année 2025

NOR : ETA25300427AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières applicables aux policiers adjoints ;

Vu la circulaire du 2 janvier 2020 relative aux adjoints de sécurité de la police nationale ;

Vu la circulaire DRCPN/SDARH/BADS n° 21-48 du 15 juin 2021 portant changement d'appellation des adjoints de sécurité en « policiers adjoints » dans le cadre de la loi pour une sécurité globale préservant les libertés (article 55) ;

Vu l'arrêté n° HC/SGAP 29 du 28 mars 2025 portant composition de la commission de sélection du recrutement de policiers adjoints pour la Polynésie française – 1re session de l'année 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er

L'article 1er de l'arrêté n° HC/SGAP 29 du 28 mars 2025 susvisé est modifié comme suit :

« La commission de sélection du recrutement de policiers adjoints pour la Polynésie française 1re session 2025 est composée comme suit :

« Mme Céline MANA, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police, présidente ;

« Membres de la commission principale :

« - M. Heimana BESINEAU, commandant de police ;

« - M. Johan SACAULT, major de police ;

« - Mme Myriam HOCINI, psychologue.

« Examineurs adjoints à la commission principale :

« - M. Hans BECHER, brigadier-chef de police ;

- « - M. Manuterarii HUNTER, brigadier-chef de police ;
- « - M. Harry JAY, gardien de la paix ;
- « - M. Natua TERIITAHU, gardien de la paix ;
- « - Mme Vainono AH SCHA, brigadier-chef de police ;
- « - M. Temauiarui TEAHA, brigadier-chef de police ;
- « - M. Teriitahi TEURU, gardien de la paix ;
- « - Mme Tevaite SACHET, psychologue ;
- « - Mme Raina MOUT HAM, psychologue. ».

Le reste sans changement.

Art. 2

La secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police et l'adjointe à la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française,
Céline MANA

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/6, Page 1/3

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 417 DMME/BRHT/mb du 30 avril 2025 relatif à la grille des salaires des agents non fonctionnaires de l'administration de l'État en Polynésie française

NOR : ETA25300428AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 98-522 du 24 juin 1998 portant actualisation et adaptation au droit du travail dans les territoires, collectivités et départements d'outre-mer ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du travail qui abroge la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 à l'exception des articles 66, 72, alinéas 2, 79, 81 (troisième phrase), 83, alinéas 5, 86, des articles 100 à 105 et de l'article 120 ;

Vu les annexes à l'arrêté n° 925 CM du 8 juillet 2011 relatif à la codification du droit du travail, publié au JOPF n° 29 du 21 juillet 2011, page 3741 ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de l'État en date du 1er mars 2023¹ et notamment son annexe II ;

Vu les procès-verbaux de la commission paritaire consultative des agents non fonctionnaires de l'État du 8 juin 2016 et du 17 décembre 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er

La grille des salaires et des primes des Agents non fonctionnaires de l'administration de l'État (ANFA) figurant à l'annexe II de la convention collective des ANFA, est modifiée à compter du 1er janvier 2024, selon le barème joint en annexe du présent arrêté.

Art. 2

L'arrêté n° HC 816 DMME/BRHT/mb du 7 juillet 2023 relatif à la grille des salaires des agents non fonctionnaires de l'administration de l'État en Polynésie française est abrogé.

Art. 3

Conformément à la réglementation en vigueur, la juridiction compétente peut être saisie par voie de recours formé contre le présent arrêté.

Art. 4

Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'État et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : le secrétaire général du haut-commissariat,
Xavier MAROTEL

1. Entrée en vigueur au 1er janvier 2023.

Annexe 2 - Barème des agents non fonctionnaires de l'administration de l'État en Polynésie française

ANNEXE II

<div><div><div>BARÈME DES A.N.F.A.</div><div>applicable à compter du 1^{er} janvier 2024</div><div>(base de 35h de travail hebdomadaire soit 151,67h de travail par mois)</div></div><div><div>(convention collective des A.N.F.A. du 1^{er} mars 2023</div><div>dont la date d'entrée en vigueur est au 1^{er} janvier 2023)</div></div></div>

ÉCHELON	CATÉGORIE 1	CATÉGORIE 2	CATÉGORIE 3	CATÉGORIE 4
1	405 827	295 984	253 266	222 750
2	447 892	325 581	267 948	233 475
3	481 667	358 223	286 931	243 878
4	514 158	384 391	300 447	259 235
5	539 365	408 969	313 459	269 381
6	562 731	435 792	330 249	279 175
7	578 921	456 941	342 336	288 798
8	592 788	476 866	353 683	298 442
9	600 898	494 860	364 264	312 393
10	604 696	514 053	378 482	321 631
11	607 001	528 617	388 453	330 480

CATÉGORIE 5		Salaire horaire (151,67 h par mois)	Salaire mensuel 1 ^{er} janvier 2024
GROUPE 1	Manœuvre	1 115,27	169 153
GROUPE 2	Ouvrier spécialisé	1 215,65	184 378
GROUPE 3	Ouvrier qualifié	1 388,93	210 659
GROUPE 4	Chef d'équipe	1 468,60	222 743
GROUPE 5	Chef de chantier	1 669,78	253 256

Primes:

Prime d'isolement (article 22 de la convention):	1) 27 085 FCFP 2) 40 628 FCFP
Prime de panier (article 27 de la convention):	703 FCFP
Prime pour C.A.P. (annexe I de la convention):	19 233 FCFP



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/6, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 628 CM du 7 mai 2025 portant approbation du plan d'exploitation forestière de la commune de Hiva Oa, archipel des Marquises

NOR : SDR25201144AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-34 du 9 août 2021 relative à l'exploitation forestière de propriétés privées plantées en pin des Caraïbes (*pinus caribaea*) en vue du développement de la filière bois locale ;

Vu l'arrêté n° 1758 CM du 26 août 2021 pris en application de la loi du pays n° 2021-34 du 9 août 2021 relative à l'exploitation forestière de propriétés privées plantées en pin des Caraïbes (*pinus caribaea*) en vue du développement de la filière bois locale ;

Vu la saisine pour avis du maire de la commune de Hiva Oa par courrier n° 559 MPR du 10 avril 2025 ;

Vu l'avis favorable n° 1783 DAG/AR en date du 23 avril 2025 du maire de la commune de Hiva Oa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Le plan d'exploitation forestière de la commune de Hiva Oa est approuvé. Il expose les éléments administratifs et techniques des plantations de pin des Caraïbes.

Art. 2

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2025.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

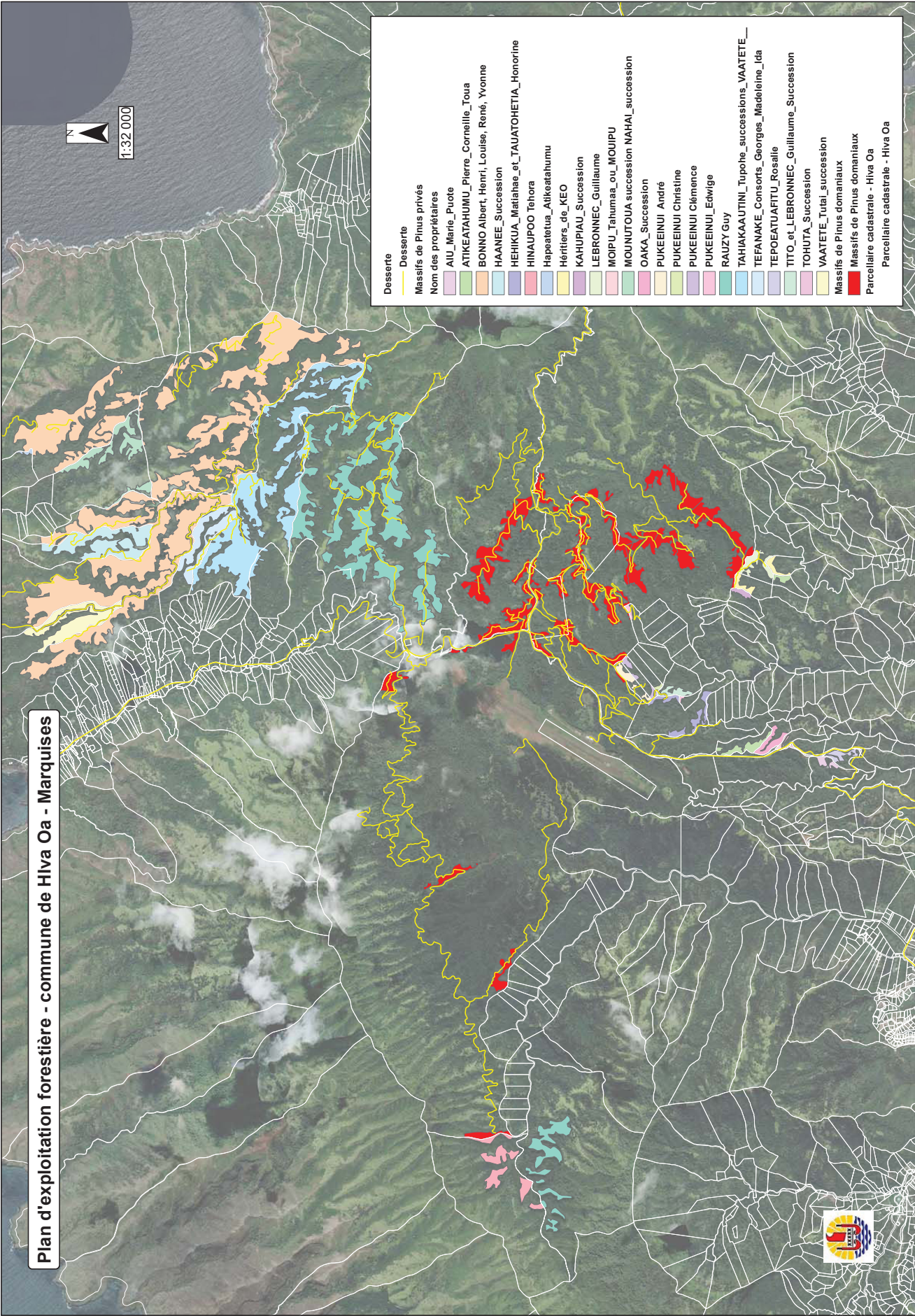
Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

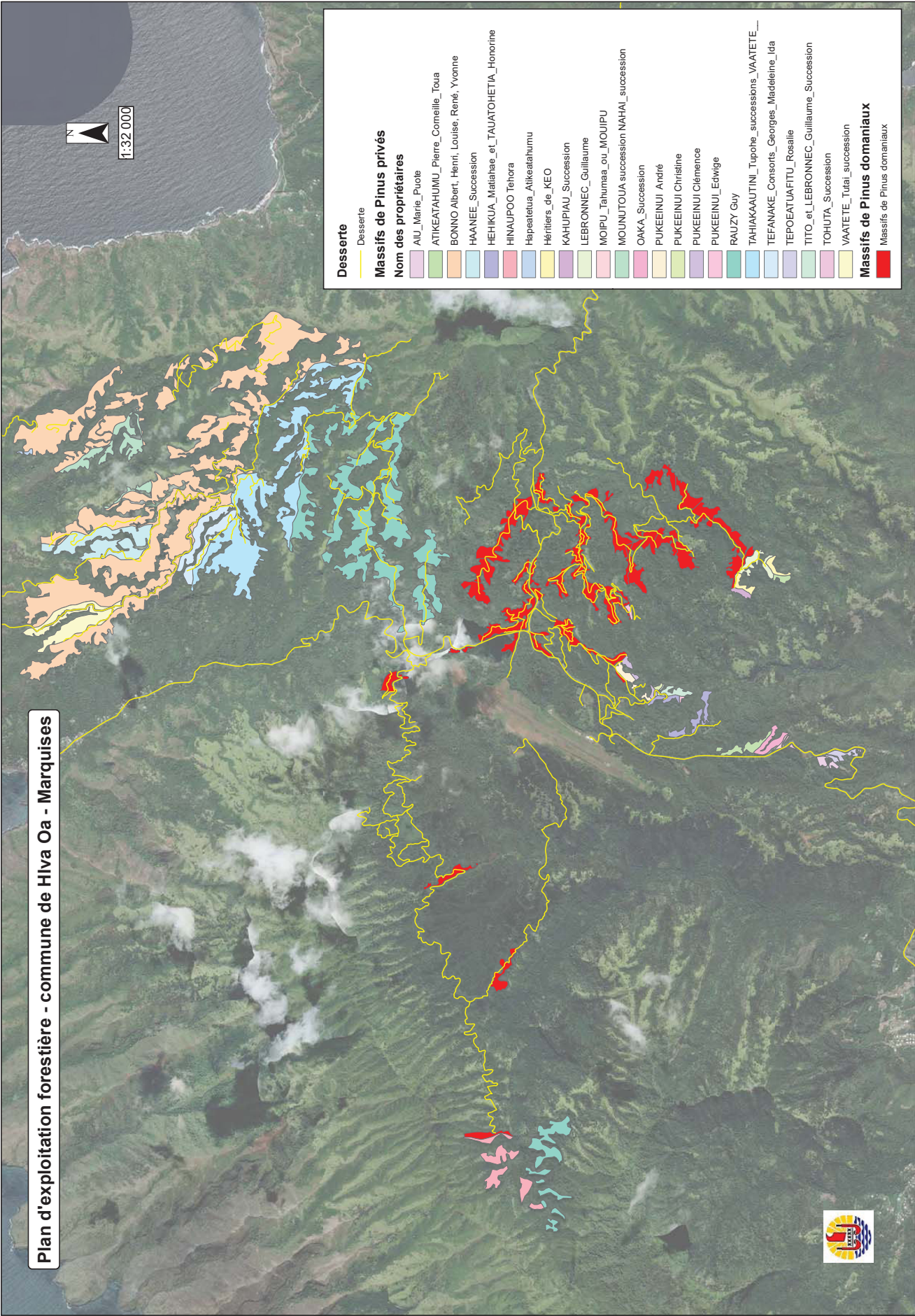
Taivini TEAI

Annexe - Plan d'exploitation forestière de la commune de Hiva Oa

Listes des propriétaires forestiers privés - commune de Hiva Oa (Atuona) - Marquises

Noms des propriétaires	Essence forestière	N° parcelle cadastrale visé	Surface forestière en hectare (ha)
BONNO Albert, Henri, Louise, René, Yvonne	Pin des caraïbes	A 80 - A 4 - A 88	220,24
HAANEE_Succession	Pin des caraïbes	A 87	20,66
Hapeatetua_Atikeatahumu	Pin des caraïbes	A 54	0,45
MOUNUTOUA succession NAHAI_succession	Pin des caraïbes	A 5	12,49
RAUZY Guy	Pin des caraïbes	A 2478 - A 1663	102,47
TAHIAKAAUTINI_Tupohe_successions_VAATETE	Pin des caraïbes	A 79	67,03
TEFANAKE_Consorts_Georges_Madeleine_Ida	Pin des caraïbes	A 78	12,78
VAATETE_Tutai_succession	Pin des caraïbes	A 89	16
AIU_Marie_Puote	Pin des caraïbes	A 1571 - A 1567	1,33
PUKEEINUI André	Pin des caraïbes	A 2882	2,17
ATIKEATAHUMU_Pierre_Corneille_Toua	Pin des caraïbes	A 1659	4,12
PUKEEINUI Christine	Pin des caraïbes	A 2884	0,34
PUKEEINUI Clémence	Pin des caraïbes	A 2883	1,53
PUKEEINUI Edwige	Pin des caraïbes	A 1683 - A 2887	0,75
HEHIKUA_Matiahæ_et_TAUATOHETIA_Honorine	Pin des caraïbes	A 1682	5,31
Héritiers_de_KEO	Pin des caraïbes	A 1692 - A 1697	2,99
KAHUPIAU_Succession	Pin des caraïbes	A 1691	1,05
LEBRONNEC_Guillaume	Pin des caraïbes	A 1698	3,45
MOIPU_Tahumaa_ou_MOUIPU	Pin des caraïbes	A 1582	0,48
OAKA_Succession	Pin des caraïbes	A 1586	3,22
TEPOEATUAFITU_Rosalie	Pin des caraïbes	A 1572	1,98
TITO_et_LEBRONNEC_Guillaume_Succession	Pin des caraïbes	A 1684	2,03
TOHUTA_Succession	Pin des caraïbes	A 1584	0,16
HINAUPOO Tehora	Pin des caraïbes	A 1662	9,88
Total des massifs de Pinus privés			492,91







JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/6, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

Arrêté n° 3693 MFL du 6 mai 2025 portant transfert de gestion de diverses parcelles, sises à Tubuai, communes associées de Mataura, Mahu et Taahuaia, au profit de la direction de l'agriculture et abrogeant les décisions n° 6190 DOM du 31 décembre 1975, n° 1211 DOM du 20 février 1981 et l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015

NOR : DAF25503809AM-1

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 453 PR du 14 février 2025 relatif aux attributions du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-40 du 18 février 2021 portant approbation du schéma directeur de l'agriculture 2021-2030 de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 724 DAG/DIR du 13 février 2025 de la direction de l'agriculture ;

Considérant la destination agricole des parcelles de terres domaniales,

Arrête :

Article 1er

Le transfert de gestion de diverses parcelles, sises à Tubuai, communes associées de Mataura, Mahu et Taahuaia, d'une superficie totale de 3 305 500 m², ci-après listées, est autorisé au profit de la direction de l'agriculture, tel que le tout figure sur les extraits de plans cadastraux en date du 20 mars 2025 détenus par la direction des affaires foncières, subdivision des îles Australes (Tubuai) :

	N° Biens et accessoires	Communes associées	Terres	Actes transcrits	Références cadastrales	Superficie (m²)	Valeur historique (F CFP)	Valeur comptable (F CFP)
1	906525-7	Mataura	Matavahi	Vol 875 n° 48 du 26/08/1977	CY 31	415 247	4 345 067	
2	906550-1	Mataura	Matavahi		CY 9	147 139	1 539 635	
3	906554-2	Mataura	Matavahi		CY 28	145 681	1 524 411	
4	906555-1	Mataura	Matavahi		DB 14	965 430	10 102 079	
5	906592-2	Mataura	Matavahi		DK 8	678 399	7 098 032	
6	906551-1	Mataura	Matavahi		CY 10	1 357	14 199	
7	906593-1	Mataura	Haatava n° 1		DD 6	8 307	86 923	
8	906594-1	Mahu	Aaina iti		NN 35	15 534	162 545	
9	920665-1	Mataura	Purepo	Vol 907 n° 13 du 23/05/1978	CX 24	5 497	2 748 500	
10	923966-1	Taahuaia	Tipapa	Décret du 24/08/1887	HL 7	119 366		59 683 000
11	1002173-1	Mahu	Reretii		NW 11	633 836		316 918 000
12	1002168-1	Mataura	Nuitahi		DB 6	12 541		6 270 500
13	1002170-1	Mataura	Tunarutu		CZ 39	58 725		29 362 500
14	1002406-1	Mataura	Taupepe		DI 6	98 441		49 220 500
Total						3 305 500	27 621 391	461 454 500

Art. 2

Le présent transfert de gestion est destiné à l'aménagement des lieux et à la gestion à des fins agricoles. Cette destination ne peut être modifiée.

Art. 3

La valeur totale des biens transférés est de 489 075 891 F CFP réparties comme suit :

- s'agissant de la valeur historique totale, elle est fixée à 27 621 391 F CFP (vingt-sept-millions-six-cent-vingt-et-un-mille-trois-cent-quatre-vingt-onze francs) ;
- s'agissant de la valeur vénale, hors constructions, elle est estimée à 461 454 500 F CFP (quatre-cent-soixante-et-un-millions-quatre-cent-cinquante-quatre-mille-cinq-cents francs), soit 500 F CFP le m².

Art. 4

Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5

Conformément aux dispositions de l'article LP. 56 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, le gestionnaire gère l'immeuble dont la gestion lui a été transférée en bon père de famille et prend, en tant que de besoin, tous les actes nécessaires, à la réalisation de cette obligation.

Art. 6

Il peut à ce titre passer tout acte de gestion et notamment consentir des locations dans le respect de la destination des biens. Il formalise tous les actes, notamment le bail lorsqu'il autorise une location.

Art. 7

Le gestionnaire supporte les taxes, les impôts, l'amortissement et toutes les charges afférentes à la conservation, l'entretien et au fonctionnement des biens transférés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens transférés.

Art. 8

Lorsqu'un motif d'intérêt général ou la bonne administration des biens transférés justifie de modifier les conditions de transfert de gestion ou d'en prononcer la fin, l'autorité compétente peut y procéder, y compris en l'absence d'accord du gestionnaire.

Art. 9

Le présent transfert de gestion prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les décisions n° 6190 DOM du 31 décembre 1975, n° 1211 DOM du 20 février 1981 et l'arrêté n° 541 MLV du 21 janvier 2015, sont abrogés.

Art. 10

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à direction de l'agriculture et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 mai 2025.

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,
Oraihoomana TEURURAI

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/6, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 1er avril 2025 portant modification de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'organisation des épreuves nationales donnant accès au troisième cycle des études de médecine

NOR : ETA25300426AR

Le ministre des armées, le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, et le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins,

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 632-2-5 ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2021 modifié relatif à l'organisation des épreuves nationales donnant accès au troisième cycle des études de médecine,

Arrêtent :

Article 1er

L'article 15 de l'arrêté du 21 décembre 2021 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, le mot : « mentionnés » est remplacé par les mots : « parmi les personnes mentionnées » ;

2° Le deuxième alinéa est supprimé ;

3° Au quatrième alinéa, le mot : « aux » est remplacé par le mot : « des ».

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 1er avril 2025.

Le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour le ministre et par délégation : la sous-directrice stratégie et qualité des formations,

M. POCHARD

Le ministre des armées, pour le ministre et par délégation : le sous-directeur études et politiques des ressources humaines de la direction centrale du service de santé des armées,

F. HONORÉ

Le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins, pour le ministre et par délégation : le sous-directeur des ressources humaines du système de santé,

R. BÉGUÉ



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/6, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 3 avril 2025 autorisant au titre de l'année 2026 l'ouverture d'une première session des concours de recrutement des greffiers des services judiciaires (concours externe, concours interne et troisième concours - épreuves écrites en septembre et octobre 2025)

NOR : ETA25300425AR

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015 modifié portant statut particulier des greffiers des services judiciaires ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2016 modifié fixant l'organisation générale, la nature et le programme des épreuves ainsi que la composition du jury des concours de recrutement des greffiers des services judiciaires ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée, au titre de l'année 2026, l'ouverture d'une première session des concours de recrutement des greffiers des services judiciaires (concours externe, concours interne et troisième concours - épreuves en septembre et octobre 2025).

Art. 2

Le nombre total de places offertes à chaque concours fera l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 3

S'agissant du concours externe, du concours interne et du troisième concours, les épreuves écrites se dérouleront au siège des cours d'appel suivantes, désignées comme centres d'examen : cour d'appel d'Agen, cour d'appel d'Aix-en-Provence, cour d'appel d'Amiens, cour d'appel d'Angers, cour d'appel de Basse-Terre, cour d'appel de Bastia, cour d'appel de Besançon, cour d'appel de Bordeaux, cour d'appel de Bourges, cour d'appel de Caen, cour d'appel de Chambéry, cour d'appel de Colmar, cour d'appel de Cayenne, cour d'appel de Dijon, cour d'appel de Douai, cour d'appel de Fort-de-France, cour d'appel de Grenoble, cour d'appel de Limoges, cour d'appel de Lyon, chambre d'appel de Mamoudzou, cour d'appel de Metz, cour d'appel de Montpellier, cour d'appel de Nancy, cour d'appel de Nîmes, cour d'appel de Nouméa, cour d'appel d'Orléans, cour

d'appel de Papeete, cour d'appel de Paris, cour d'appel de Pau, cour d'appel de Poitiers, cour d'appel de Reims, cour d'appel de Rennes, cour d'appel de Riom, cour d'appel de Rouen, cour d'appel de Saint-Denis de la Réunion, tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon, cour d'appel de Toulouse, cour d'appel de Versailles.

Art. 4

Les modalités d'inscription sont les suivantes pour les trois concours.

Les registres d'inscription seront ouverts du mardi 6 mai 2025 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 23 h 59, heure de Paris. La date limite de retrait et de dépôt des dossiers est fixée au mardi 15 juillet 2025, terme de rigueur.

Les inscriptions s'effectuent par voie électronique sur le site internet du ministère de la justice à l'adresse suivante : www.lajusticecrute.fr ou sur le site intranet de la direction des services judiciaires, rubrique « RH des personnels de greffe et des contractuels ».

La date de fin de saisie des inscriptions sur le site du ministère de la justice est fixée au mardi 15 juillet 2025 à 23 h 59, heure de Paris, date de clôture des inscriptions.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par voie électronique, les candidats conservent la possibilité de retirer le dossier imprimé établi à cette fin au service du procureur de la République près le tribunal judiciaire du lieu de résidence administrative du candidat.

Le dossier imprimé, dûment rempli par le candidat, sera à retourner au plus tard le mardi 15 juillet 2025, le cachet de la Poste faisant foi, à l'adresse suivante : Ministère de la justice, direction des services judiciaires, sous-direction des ressources humaines des greffes, bureau RHG4, pôle des recrutements, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

Art. 5

L'épreuve écrite d'admissibilité du troisième concours est fixée au 30 septembre 2025.

Les épreuves écrites d'admissibilité du concours externe et du concours interne sont fixées aux 30 septembre et 1er octobre 2025.

Art. 6

La fiche individuelle de renseignements pour le concours externe est établie préalablement par le candidat en vue de l'épreuve orale d'admission. En cas d'admissibilité, cette fiche doit être déposée par le candidat sur la plateforme en ligne dédiée via le lien internet figurant sur la convocation de l'épreuve orale, au plus tard le 18 novembre 2025 à 17 heures, date impérative.

En cas d'impossibilité de déposer la fiche individuelle de renseignements sur la plateforme en ligne dédiée, les candidats conservent la possibilité d'envoyer cette fiche par voie postale au plus tard le 18 novembre 2025, date impérative, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : Ministère de la justice, direction des services judiciaires, sous-direction des ressources humaines des greffes, bureau RHG4, pôle des recrutements, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

Art. 7

Le dossier RAEP pour le concours interne et le troisième concours est établi préalablement par le candidat en vue de l'épreuve orale d'admission. En cas d'admissibilité, ce dossier doit être déposé par le candidat sur la plateforme en ligne dédiée via le lien internet figurant sur la convocation de l'épreuve orale au plus tard le 27 novembre 2025 à 17 heures pour le concours interne et le troisième concours, date impérative.

En cas d'impossibilité de déposer le dossier RAEP sur la plateforme en ligne dédiée, les candidats conservent la possibilité de l'envoyer par voie postale au plus tard le 27 novembre 2025, date impérative, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : Ministère de la justice, direction des services judiciaires, sous-direction des ressources humaines des greffes, bureau RHG4, pôle des recrutements, 13, place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01.

Art. 8

Pour passer l'épreuve orale d'admission, les candidats et candidates résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, peuvent bénéficier, à leur demande, de la visioconférence, dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Pour les candidats au concours externe, au concours interne et au troisième concours, leur demande devra être adressée au plus tard le 14 novembre 2025 par courriel au service organisateur des concours à l'adresse électronique suivante : rhg4.dsj-sdrhg@justice.gouv.fr.

Les candidats et candidates en situation de handicap, les femmes en état de grossesse et les personnes dont l'état de santé rend nécessaire le recours à la visioconférence, devront produire à la même adresse, dans les meilleurs délais et au plus tard huit jours avant le début des épreuves orales, un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence. L'absence de transmission du certificat médical rend la demande irrecevable.

Les candidats et candidates en situation de handicap qui demandent un aménagement des épreuves doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Pour le concours externe, le concours interne et le troisième concours, le certificat médical doit être transmis par le candidat au plus tard le 9 septembre 2025 conformément au décret du 4 mai 2020 susvisé.

Art. 9

La composition des jurys des différents concours et la liste des candidats autorisés à subir les épreuves feront l'objet d'arrêtés ultérieurs du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 10

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 3 avril 2025.

Pour le ministre et par délégation : le directeur des services judiciaires,

P. PRACHE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

• Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 102 du 7 mai 2025 :
43f35b0193c69943f62d4f7c5d8c507c41ed6b1e309fa426d8c270e681886572
- Empreinte numérique du JOPF n° 101 du 6 mai 2025 :
eb27c5590358d9dc9ebc56005092d0de53f6d9160c0f9442576d708583fd5472
- Empreinte numérique du JOPF n° 100 du 5 mai 2025 :
dddbd18d23404dc75d14e97f9965099b4d70142c38635287ac5525049dafd768
- Empreinte numérique du JOPF n° 99 du 2 mai 2025 :
51ba52940508fb68d1c2005ec4776f0053c4a694e1766d6346225e27fb76390e
- Empreinte numérique du JOPF n° 98 du 1er mai 2025 :
393cfefb781b2a6d6e36fdb128426d8ba71986a4ac7338800d83dd7f85005486a

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER